

Déclaration au CSN du 16 mars 2011

Membres élus du Conseil Scientifique, sur la base de la profession de foi soutenue par la CGT et intitulée « Pour un Institut National de la Recherche Agronomique pérenne, totalement public, libre, au service de tous les citoyens ».

Tous les élus dans les 8 secteurs scientifiques l'ont été sur la base de cette même profession de foi. Nous avons certes été élus du fait de nos propres compétences scientifiques chacun dans notre secteur disciplinaire, mais également pour notre conception de la recherche et de la façon de la mener et pour notre engagement pour la défense de l'INRA.

Nous sommes confrontés régulièrement à des réformes, des recompositions, des restructurations, de plus en plus nombreuses et importantes, qui remettent gravement en cause un véritable service public de recherche.

J'en citerai quelques exemples :

- La mise en place du « Pacte pour la recherche », des PRES, de la LRU, de l'ANR et de l'AERES ;
- La naissance et l'empilement de multiples structures : « Alliances » (Aviesan, Allenvi, Ancre, ...), Agreenium, RTRA, TGU, sans aucune lisibilité pour les personnels de l'Institut, mais qui dans les faits remettent en cause l'existence même de l'INRA ;
- Le développement de la compétition et l'individualisme tant au niveau des individus, des équipes que des départements (multiplication de primes dites d' « excellence », arbitraires, course aux contrats et aux « métaprogrammes » aboutissant à la stérilisation des chercheurs seniors) ;
- Les conséquences du « grand emprunt » et de la course à « l'excellence » (nul ne revendique la médiocrité !) via les equipex, labex, idex... dont le résultat sera à terme la disparition de nombreuses équipes ;
- Et enfin, le rapport de la commission d'audit des fonctions support de l'INRA dans le cadre de la RGPP, rapport qui a été rejeté par les représentants du personnel au CTP, et dont les recommandations ne seront pas sans conséquences néfastes sur l'activité scientifique de l'Institut, et sur l'existence même des départements et des unités de recherche.

Tout cela dans un contexte où le gouvernement discount sur des sommes mirobolantes attribuées à la recherche (en milliards d'€), alors qu'en réalité nul au sein de l'Institut n'en voit la couleur.

Face à cette politique du gouvernement, nous tenons à rappeler que les valeurs de solidarité et de coopération fondent nos métiers et nos activités de recherche. Nous aurons collectivement des propositions pour que l'INRA, organisme de recherche public, puisse garantir à tous une liberté de recherche pour répondre aux attentes de la société quant à l'avenir de l'agriculture, des industries qui en dépendent, de l'environnement et de l'alimentation. Je pense que vous tous autour de la table avez les mêmes objectifs.

Il est certes historique qu'au sein du conseil scientifique national de l'INRA on assiste à un tel résultat électoral où tous les secteurs scientifiques sont représentés par des élus se revendiquant d'un syndicat qualifié par certains de « révolutionnaire ». Ceci montre selon nous qu'il existe un fort décalage entre les souhaits de la majorité des chercheurs et ingénieurs et la politique du gouvernement, relayée et mise en place par la direction de l'INRA.

Je ferai donc, comme beaucoup de mes collègues, des propositions concernant des points à mettre à l'ordre du jour de ce Conseil Scientifique. Je souhaite (nous souhaitons) que l'on puisse travailler avec plus de sérénité que ces dernières années pendant lesquelles le CS a

été amené à discuter sur les multiples restructurations, au détriment des véritables réflexions scientifiques.